

ASIN - Action pour une Suisse •indépenda

L'ASIN est la garante d'une Suisse libre et souveraine - Stauffenberg: "Regardez-y de près avant de vous y engager"

25.04.2009 - 12:00 Uhr, ASIN - Action pour une Suisse •indépenda

Berne (ots)- Près de 1000 membres, sympathisants et invités de l'ASIN ont vécu samedi à l'hôtel bernois National une assemblée générale de tous les apogées. Le conférencier invité Franz Ludwig Graf von Stauffenberg, fils cadet du résistant fusillé après l'attentat sur Hitler du 20 juillet 1944, a constaté dans son exposé intitulé "l'Union européenne et l'Etat de droit" qu'il est un Européen convaincu. Mais, avec une grande acuité rhétorique, il a simultanément mis le public en garde contre les évolutions erronées de l'UE qui ont culminé dans le traité de Lisbonne. En effet, Lisbonne n'est à ses yeux pas une "victoire pour l'Europe", mais seulement une victoire des fonctionnaires et des "ronds de cuir" sur les citoyens, ce qui anéantit en définitive l'Etat de droit et la démocratie. Stauffenberg a insisté sur le fait qu'il ne cherche pas à donner aux Suisses de recommandations sur le comportement à adopter vis-à-vis de l'UE, mais il nous a simplement donné le conseil suivant: "Regardez-y de près avant de vous y engager!" Dans son point de la situation, le Dr. Pirmin Schwander, président de l'ASIN et Conseiller national, a mis les participants en garde contre les Accords bilatéraux qui nous ont valu un nombre sans cesse croissant de législations étrangères et qui ont aboli de fait notre Etat de droit. Le Conseil fédéral et l'administration ont abusé de la voie bilatérale pour encourager en douce l'adhésion de la Suisse à l'UE. L'ASIN se bat sans tergiverser pour une Suisse libre qui assume ses responsabilités. L'UE est un appareil de pouvoir anonyme, régi par des fonctionnaires Stauffenberg a constaté qu'en février passé, il avait comparu devant le Tribunal constitutionnel allemand à Karlsruhe comme plaignant pour empêcher la ratification par l'Allemagne du Traité de réforme de Lisbonne, car ce traité allait "complètement anéantir" la légitimation démocratique de l'UE." La séparation des pouvoirs préconisée par Montesquieu, qui est une condition de base de tout Etat de droit, est de la sorte dégradée en "théorie historique". Les gens qui exercent le pouvoir à Bruxelles sont les acteurs d'un collectif de fonctionnaires, de secrétaires d'Etat, fonctionnaires ministériels, conférenciers, commissaires et lobbyistes non élus et sans responsabilités. Ils fonctionnent à Bruxelles comme un "appareil de pouvoir" qui décide de tout. Ils ont créé en douce une centralisation qui règle la vie de tous les jours jusque dans le moindre détail, par exemple les questions de propriété ou d'exercice de la profession. Les fonctionnaires ont pour tâche de préserver et de renforcer leur propre fonction et leur propre pouvoir ainsi que ceux de leur caste. "À la place de la séparation des pouvoirs, qui attribue des responsabilités et permet un contrôle mutuel, nous avons une autorité participative qui se confirme mutuellement." Cette autorité édicte le 80 % de toutes les normes juridiques de la vie quotidienne du citoyen de l'UE. Stauffenberg a souligné que seuls les Etats de droit qui rendent des comptes à leurs citoyens de manière démocratique et conforme à la séparation des pouvoirs peuvent adhérer à l'UE. Mais l'Union ne remplit elle-même pas ces exigences. Si elle était un Etat, elle ne pourrait donc pas adhérer à l'Union. Les Européens doivent se rappeler qui ils sont: à savoir des "citoyens d'Etats de droit et de démocraties où ils contrôlent les puissants et limitent leur pouvoir et non pas l'inverse!" Stauffenberg pense que la tâche de l'UE consiste dans la mise en place d'un espace économique permettant dans un monde globalisé à l'Europe de faire le poids face aux autres grandes puissances et d'assurer la paix. Les membres de l'ASIN ont finalement adopté une résolution qui condamne rigoureusement "la liquidation des atouts particuliers de la Suisse" et la "capitulation du Conseil fédéral devant la pression exercée par l'étranger" et qui demande que le Conseil fédéral défende enfin les intérêts de la Suisse. Résolution adoptée le 25 avril 2009 à la 24e Assemblée générale ordinaire de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre à l'hôtel National à Berne Très préoccupée par la liquidation progressive des atouts particuliers de la Suisse et par la capitulation du Conseil fédéral face à la pression étrangère, l'ASIN adopte la résolution suivante: 1. L'ASIN demande au Conseil fédéral d'adopter une stratégie claire pour combattre les attaques et tentatives de chantage injustifiées de l'étranger. La Suisse est un pays souverain et le Conseil fédéral doit défendre les intérêts nationaux sans tergiverser. Nous n'avons nul besoin d'un Conseil fédéral qui lèche les bottes aux commissions et grandes gueules à l'étranger en perdant de la sorte tout respect. Un gouvernement qui offre de surcroît de payer encore des milliards après le placement arbitraire de notre pays sur une liste grise quelconque est carrément intolérable. 2. Pour pouvoir tirer son épingle du jeu sur le plan de la compétition internationale, la Suisse, en tant que petite nation, ne doit pas seulement être placée sur un plan d'égalité avec les autres états, mais elle doit disposer de quelques atouts supplémentaires. C'est pourquoi l'ASIN défend au front le maintien de notre indépendance et neutralité et se bat pour le renforcement des droits populaires, de notre souveraineté (également au plan fiscal!) pour notre secret bancaire et pour notre sécurité. Nous nous battons contre une adhésion à l'UE par la petite porte et contre l'intégration de notre pays dans cette grande organisation internationale. 3. À cet effet, l'ASIN va lancer dans les mois à venir sa première initiative populaire "Les traités internationaux devant le peuple". Cette initiative veille à ce que les accords passés avec

l'UE et les autres traités signés avec l'étranger dans des domaines importants soient impérativement soumis à une votation populaire et doivent remporter la double majorité des citoyens et des cantons. Cela nous permettra de mettre le holà à l'adhésion en catimini à l'UE et, à moyen terme, d'empêcher le sacrifice de notre secret bancaire, car l'initiative s'applique aussi à la convention pour éviter les doubles impositions. 4.L'ASIN souhaite une armée de milice moderne, basée sur le neutralité perpétuelle et armée. Les soldats suisses n'ont pas leur place à l'étranger. Nous allons combattre les cours de répétition obligatoires à l'étranger car ils ont pour but de préparer une participation de notre pays à des engagements militaires de l'OTAN ou de l'UE ou sa participation absurde à la "guerre des pirates". Ni un gouvernement faible ni la pression étrangère n'empêcheront l'ASIN de s'engager pour notre pays. Originaltext: ASIN - Action pour une Suisse indépendante Internet: www.presseportal.ch/fr Contact: CN Dr. Pirmin Schwander, Président ASIN Mobile: +41/79/400'29'93 CN Hans Fehr, directeur ASIN Mobile: +41/79/341'54'57 Werner Gartenmann, directeur adjoint ASIN Mobile: +41/79/222'79'73

Originaltext:

ASIN - Action pour une Suisse indépendante

Dossier de presse:

<http://www.presseportal.ch/fr/pm/100007763/asin-action-pour-une-suisse-ind-penda>

Dossier de presse par RSS:

http://presseportal.de/rss/pm_100007763.rss2